

Une institution en crise: les chaires «grecques» dans les universités étrangères

Georges Prevelakis*

ABSTRACT

The Greek chairs abroad certainly generate interest in Greece. However, the international public pays only scant attention to the activities of these chairs which, moreover, are losing students. Overall the result is both frustrating and disappointing. The author presents the recent, often contradictory, efforts made to revive interest in these chairs. He suggests three possible avenues for the government and foundations to follow when helping to promote the image of Greece abroad. His suggestions include relinking modern Greek studies to classics by supporting efforts to defend and promote the discipline; providing timely funding through research projects related to modern Greece and its diaspora rather than creating new chairs and centres; linking university structures already in place with local Greek diaspora communities and their socio-political milieus and reorienting their missions toward multicultural issues.

RÉSUMÉ

Les chaires « grecques » à l'étranger sont l'objet d'un vif intérêt en Grèce. Mais en même temps, le public international ne porte qu'une attention limitée pour les activités de ces chaires qui de plus perdent leurs étudiants: le résultat est somme toute décevant et frustrant. L'auteur présente d'abord les efforts récents et souvent contradictoires menés dans le but de revigorer l'intérêt pour ces chaires. Il propose ensuite trois pistes pour la politique du gouvernement et des fondations qui souhaitent apporter leur soutien à la promotion de l'image de la Grèce à l'étranger : lier à nouveau les études néohelléniques avec les études classiques, en appuyant les efforts pour défendre le maintien et la promotion de ces études; financer ponctuellement et sous conditions des projets de recherche liés à l'étude de la Grèce moderne et de la diaspora grecque, plutôt que de créer des chaires ou des centres nouveaux; associer enfin les structures universitaires existantes avec les communautés diasporées grecques locales et leurs milieux sociaux et politiques et réorienter leurs thématiques vers les questions du multiculturalisme.

Au sein de la société hellénique, il y a peu de questions qui font autant l'unanimité que la «cause» des chaires grecques à l'étranger. L'Etat grec consacre en effet une énergie considérable pour assurer leur maintien et leur

* Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

développement, tandis que beaucoup de fondations grecques leur apportent leur soutien. Mais en même temps, les résultats de cet investissement «national» sont une source de grande déception: rayonnement limité, baisse des effectifs des étudiants, fermetures ou changements de profil des chaires existantes. Cet écart entre les attentes et la réalité, source de frustrations, de critiques et d'accusations, demande une explication.

Une des principales raisons de l'intérêt de l'Etat grec aux chaires grecques concerne le rôle - réel, potentiel ou supposé - de celles-ci dans la diffusion et la promotion d'une image positive de la Grèce à l'étranger. Dans cette vision, les universités, et surtout les plus grandes comme Oxford, la Sorbonne ou Harvard, influencent ceux qui forment l'opinion publique : les journalistes, les politiques, les artistes, les écrivains. Les colloques, conférences et autres manifestations qui s'y organisent constituent autant de foyers où se débattent les grandes questions internationales. Une présence permanente sous la forme d'un centre ou d'une chaire est considérée comme un moyen efficace pour exercer son influence au sein de ces centres névralgiques d'une opinion publique occidentale qui joue un rôle de plus en plus déterminant dans la politique internationale.

Cette présence paraît d'autant plus urgente au sein d'un monde universitaire global où les acteurs internationaux sont en compétition croissante. Qui peut ignorer l'influence turque dans beaucoup de centres d'études du Moyen-Orient qui ne s'engagent que peu dans des débats sur la question arménienne ou kurde? Dans un tel contexte, la Grèce peut-elle être absente? On ne pourrait dès lors que difficilement douter de l'utilité d'une présence grecque forte au sein des grandes universités. Mais -nous l'avons dit- les résultats des chaires existantes sont pour le moment décevants ; la question des formes et des moyens à adopter pour qu'elles atteignent leur objectif pose actuellement problème.

La présence grecque au sein des grandes universités occidentales n'est pas un phénomène nouveau. Tout au long du XIXe siècle, les universitaires philhellènes défendaient la cause grecque par leurs écrits et par leurs discours. Cette influence grecque était à l'époque liée à un véritable «poids lourd» du monde universitaire: les départements d'études classiques, dominés hier comme aujourd'hui par les spécialistes de l'Antiquité. Même si les chaires de grec moderne y ont souvent fonctionné comme des «parents pauvres», elles ont en échange énormément profité de la notoriété de leur département d'accueil. Mais au moment où le prestige des études classiques est en déclin, ce lien paraît beaucoup moins intéressant. L'attache aux études

classiques est souvent remise en cause et d'autres voies sont recherchées.

Une possibilité alternative est de lier les études néohelléniques aux départements et chaires de langues et civilisations étrangères. Cette option, parfaitement adaptée aux logiques d'organisation des universités, prive néanmoins le grec moderne de sa spécificité qui lui apportait un rang privilégié par rapport aux autres langues balkaniques. Il s'agit d'une solution qui réduit considérablement l'impact des chaires néohelléniques. Elle n'apporte donc pas de réponse valable aux attentes grecques d'une présence prestigieuse dans les grandes universités étrangères.

On s'est enfin interrogé sur une troisième voie. Pour élargir les champs des chaires grecques et pour renforcer leur attractivité, pourquoi ne pas ouvrir leur thématique à l'ensemble des sciences humaines et sociales? Pourquoi ne pas créer des chaires grecques pluridisciplinaires, lieux de rencontre des historiens, des sociologues, des économistes, des géographes, des anthropologues et autres scientifiques qui s'intéressent à la Grèce? Cette option, certes intéressante, conduit pourtant aussi à une voie d'impasse. Elle transforme les chaires grecques en chaires d'*areal studies*, décriées depuis longtemps dans les milieux universitaires américains comme archaïques et dépassées. Elle ignore ensuite la place relative de la Grèce sur l'échiquier mondial. Certes, vue d'Athènes, la Grèce peu paraître le centre du monde. Pour un étudiant californien, bostonien -ou même parisien-, elle constitue un minuscule point sur la carte de l'Eurasie. Pourquoi s'intéresser à ce point précis qui, de plus, ne fait partie ni de l'Axe du Mal ni des Etats-voyous? Ainsi, à la lumière d'un examen plus attentif, l'approche pluridisciplinaire se révèle comme une «fausse bonne idée».

En constatant l'intérêt réduit pour la Grèce en tant que pays, on a pensé élargir le champ géographique des chaires grecques. La Grèce se faisait intégrer dans une région plus large, dans l'espoir d'attirer plus d'attention du côté des étudiants, des universitaires, des chercheurs et des analystes. Le contexte géopolitique des années 1990 -guerre en ex-Yougoslavie à la source d'un grand intérêt pour les conflits balkaniques- a ainsi conduit certains acteurs grecs à créer des programmes, chaires ou centres d'études balkaniques -pudiquement appelées «d'études du sud-est européen»- dans des grandes universités américaines ou européennes.

Ces tentatives ont d'abord eu à résoudre un problème de crédibilité. Les autres Balkaniques sont réticents à collaborer avec des chaires qui paraissent à leurs yeux comme une expression nouvelle de l'hégémonisme grec. Les Américains et les Européens ont du mal à admettre l'objectivité et

l'impartialité d'une chaire grecque déguisée en balkanique. Le seul moyen pour la rendre crédible est de confier une telle chaire à une personnalité, grecque ou étrangère, au-dessus de tout soupçon de nationalisme; elle devrait même, pour donner des gages de son indépendance, ne rater aucune occasion pour critiquer la Grèce: d'être plus royaliste que le roi! On imagine pourtant les réactions des milieux grecs –en Grèce comme dans la diaspora– face à un tel Professeur ! Le précédent de Toynbee¹ suffit pour montrer les contradictions d'une telle approche.

En tout cas, l'intérêt pour les Balkans n'a pas survécu à l'attaque des *Twin Towers*; par conséquent la stratégie d'élargissement géographique des chaires grecques n'a plus beaucoup de sens.

Au final, ce sont toutes les nouvelles options jusqu'à maintenant essayées qui sont décevantes. La véritable raison du déclin de l'influence grecque dans les universités étrangères est à rechercher dans le rétrécissement de ce qui constituait son véritable capital dans le passé, le prestige des études classiques. Les différentes astuces imaginées pendant les dernières décennies ne peuvent compenser cette perte. L'érosion de l'intérêt pour les études grecques a diminué l'avantage comparatif de la Grèce par rapport aux autres pays en affaiblissant ainsi un des principaux outils diplomatiques de l'Etat grec depuis que celui-ci existe: l'influence dans l'université occidentale.

Doit-on dès lors continuer à défendre les chaires grecques? Faut-il au contraire les laisser périr? La réponse à cette question dépend des objectifs recherchés. Ils sont différents chez les responsables de la diplomatie, pour qui il est primordial de défendre les intérêts nationaux et qui se soucient moins des problèmes de crédibilité des universités et des universitaires ; différents chez les néo-hellénistes, qui sont angoissés par la perspective de disparition de leur spécialité; différents chez les universitaires «purs», spécialistes de la Grèce ou non, pour qui l'université doit se protéger de toute tentative de politisation; différents chez les Grecs de la diaspora, qui voient les chaires grecques comme un moyen pour préserver leur identité; différents enfin chez ceux, hommes politiques grecs ou riches Grecs de la diaspora, qui considèrent les chaires grecques comme une voie vers la reconnaissance sociale. Indépendamment de ces différences de priorité, prendre conscience des enjeux politiques, des contradictions des politiques menées et des impasses peut dissiper beaucoup de malentendus. On pourrait alors rechercher des voies réalistes pour sauver l'héritage des chaires grecques qu'il faut adapter à un monde et à une université qui changent rapidement. Il y a quatre éléments qui paraissent fondamentaux pour un tel débat:

1. Si l'Etat grec souhaite véritablement résister à l'érosion de l'influence des chaires néohelléniques, il faut agir à la source du problème et se soucier du déclin des études classiques. Il faut donc s'allier aux acteurs qui défendent l'orientation humaniste de l'université et contribuer à la préservation du lien des études néohelléniques avec les études classiques. L'idée de sauver les études néohelléniques tout en abandonnant le bateau en détresse des études classiques ne peut que précipiter leur disparition. La préservation à l'étranger de l'enseignement universitaire du grec moderne au sein d'une multitude de langues plus ou moins exotiques ne peut avoir pour l'Etat grec qu'un intérêt limité.
2. Il est illusoire de croire à la possibilité d'une instrumentalisation d'institutions universitaires spécialisées dans les questions internationales par la création de centres jouissant d'un financement grec. Plus les enjeux géopolitiques sont importants et les institutions visées sont influentes, plus celles-ci sont jalouses de leur indépendance. Si parfois elles acceptent de sacrifier, c'est pour suivre les consignes de leurs propres autorités nationales et sous des pressions autrement plus puissantes. En réalité, c'est la chaire grecque qui risque d'être manipulée par l'institution qui l'accueille, plutôt que le contraire.
3. La diaspora universitaire grecque constitue un capital sous-estimé. Ses membres qui font partie d'universités importantes offrent beaucoup plus de possibilités qu'une chaire créée à l'initiative d'acteurs qui ignorent presque tout de la réalité de ces mondes opaques que sont aujourd'hui les institutions universitaires. Les acteurs grecs (Etat, Fondations) peuvent soutenir des initiatives pour promouvoir la connaissance de la Grèce en s'appuyant sur cette diaspora universitaire, à laquelle il faut, bien entendu, ajouter les spécialistes de la Grèce, indépendamment de leur nationalité et de leur discipline. Des financements ponctuels et conditionnels de projets (recherches, colloques, publications et autres manifestations) sont beaucoup plus rentables que la création de chaires grecques qui, une fois financées et créées, échappent en général à tout contrôle. Les autorités grecques peuvent s'inspirer des politiques incitatives européennes ou nationales (menées par exemple par la France), avec définition de priorités, appels d'offre etc.
4. Il reste enfin une question de très grande importance qu'on ne peut qu'évoquer dans cet article: le rapport entre la diaspora grecque et les universités des lieux d'accueil. Les communautés grecques à l'étranger constituent des enjeux éducatifs, politiques et sociaux pour leurs sociétés

d'accueil qui, en règle générale, se posent de plus en plus la question de l'organisation multiculturelle. Les universités locales peuvent développer en ce sens un intérêt authentique pour l'étude de la situation et de la culture de ces communautés. Une nouvelle piste de collaboration entre les autorités grecques, les communautés grecques diasporées, les pays d'accueil et les universités locales pourrait ainsi conduire à la création de chaires grecques, solidement ancrées cette fois dans leur milieu social. De telles chaires pourraient donner lieu à un renouveau sain de la tradition des chaires grecques. Elles ne peuvent et ne doivent cependant devenir les instruments de promotion des «intérêts nationaux» ; céder à une telle tentation conduirait à leur marginalisation instantanée. La question des chaires grecques se retrouve ainsi liée au champ épineux de la relation entre la diaspora et l'Etat.

La question des chaires grecques n'a rien d'exceptionnel. Elle constitue une manifestation supplémentaire du problème général de l'Hellénisme d'aujourd'hui: «pour rester le même, il faut changer». La tradition des chaires grecques ne peut survivre que par une révision radicale de leur fonctionnement, de leurs finalités, de leur statut, de leurs logiques, de leur personnel. Une telle mutation ne peut que bouleverser des habitudes et menacer des intérêts professionnels. C'est pour cette raison qu'il est difficile d'être optimiste en ce qui concerne une évolution rapide. Pour un véritable renouveau, il faut espérer que s'affirme un jour une nouvelle génération d'universitaires, plus ouverte aux enjeux nouveaux d'un monde qui change à une étonnante vitesse. Le devoir de notre génération est de préparer, de soutenir et d'encourager cette relève.

NOTES

1. La fameuse affaire de la démission d'Arnold Toynbee de la Chaire Korais d'Oxford, chaire financée par les armateurs grecs, parce qu'il avait critiqué la politique grecque en Asie Mineure, montre bien l'ancienneté du débat -ainsi que les problèmes d'ordre moral que pose une présence obtenue en grande partie par des donations. Voir: Richard Clogg, *Politics and the Academy :Arnold Toynbee and the Korais Chair*, Frank Cass, 1986.